

Comment les opportunistes "luttent"
pour les libertés démocratiques!

La lutte d'un peuple pour la libération et la souveraineté est une lutte de longue haleine qui connaît des périodes de flux et de reflux. La lutte révolutionnaire des peuples d'Ethiopie depuis Février 1974 démontre amplement cette réalité.

En effet, l'année que nous venons de traverser constitue une étape importante marquée par le dévouement et le courage de nos camarades tombés au service de la Révolution. Durant cette étape se sont succédés des victoires populaires et des défaites momentanées, des périodes d'offensives et des périodes de reflux, des phases de développement de la lutte et des phases de stagnation relative, des moments d'euphorie et des moments de crise. Menacé de liquidation totale, la révolution dans notre pays s'est relevée à maintes reprises, avançant irrésistiblement vers la victoire finale.

Les différentes étapes caractérisant les chemins tortueux de la révolution en Ethiopie se présentent sous des aspects très diversifiés. L'offensive révolutionnaire des larges masses ne s'est pas limitée à la liquidation des tueurs à gages des réactionnaires et à la généralisation de la terreur rouge, elle a aussi ouvert la voie à l'accomplissement des tâches politiques, idéologiques et organisationnelles nécessaires à la victoire de la révolution, nécessaires à la suprématie du pouvoir populaire sur les réactionnaires et les opportunistes de tout acabit. De la même façon l'offensive contre-révolutionnaire de la réaction ne s'est pas limitée à l'élimination physique systématique de nos camarades en lutte. Cette offensive a indéniablement créé des conditions favorables à la remise en cause des victoires politiques, idéologiques et organisationnelles acquises jusque-là.

Lorsque la réaction passe à l'offensive, les organisations de masses s'affaiblissent, l'hégémonie politique des masses cède la place progressivement aux structures anti-populaires de l'appareil d'état de l'ancien ordre, les positions idéologiques "reconnues par tous" sont remises en cause, la clarté idéologique cède progressivement la place à la confusion entretenue par la réaction.

C'est cette situation qui caractérise l'Ethiopie d'aujourd'hui. L'offensive réactionnaire déclenchée en Mars 1977 et qui ne cesse de se renforcer jusqu'aujourd'hui, n'a pas seulement entraîné la recrudescence des assassinats politiques. Intimement lié à ce phénomène, nous assistons aujourd'hui à l'affaiblissement des Comités de Quartier, des Comités de Défense de la Révolution, des associations paysannes et ouvrières, la disparition progressive des libertés démocratiques, la recrudescence du sabotage dû à la bureaucratie, la confusion sur le plan idéologique entretenue par les opportunistes, la réapparition de thèses rejetées dans le passé, etc, etc. Telles sont les réalités quotidiennes qui démontrent irréfutablement que le mouvement révolutionnaire est, aujourd'hui, sur la défensive.

L'objectif de cet article est de dévoiler la nature de la campagne réactionnaire déclenchée sur le front idéologique. Cette offensive réactionnaire essaye aujourd'hui de semer la confusion sur les acquis idéologiques, prétend relancer les "débats" sur des questions d'ores et déjà tranchées, bref elle a pour but de répandre le venin de l'opportunisme de droite.

Lorsque les réactionnaires veulent s'attaquer aux larges masses, ils ont toujours recours, et ceci l'histoire des révolutions des peuples du monde l'a amplement démontré, à poser en tant que gens "de gauche" pour mieux mener leur travail de sape sur le front idéologique. Les peuples d'Ethiopie connaissent les crimes commis par les opportunistes de "gauche" du P.R.P.E. Sur le terrain de la lutte idéologique le P.R.P.E. est définitivement vaincu. Aussi nous n'allons pas nous attarder sur cette question. Aujourd'hui, ceux qui veulent remettre en cause cette

victoire idéologique sur le P.R.P.E., ceux qui veulent entretenir la confusion, ce sont les opportunistes de droite. L'apparition et le renforcement de l'opportunisme de droite est intimement lié au recul du mouvement révolutionnaire et à la montée des éléments droitiers d'une façon générale. Ces éléments vacillants que sont les opportunistes de droite prétendent relancer "les débats" sur les libertés démocratiques. C'est essentiellement par cette question qu'ils s'attachent à semer la confusion la plus totale sur le plan idéologique.

*

La question de la démocratie est une des questions fondamentales de la révolution nationale démocratique. Cette question étant intimement liée à celle de la terre, Lénine a souvent parlé de "la question de la terre et de la liberté". De plus, il fut un temps où le caractère primordiale de cette question était perçu par tous.

Avant que les opportunistes de droite ne déclarent tout bonnement que "il n'est pas nécessaire de proclamer les libertés démocratiques puisqu'il en existe déjà assez" (!), personne, ni même les réactionnaires déclarés, ne s'était ouvertement opposé aux revendications démocratiques des masses. Pour s'opposer à ces revendications, la droite utilisait, à l'époque, les opportunistes de "gauche". On se souvient des slogans du P.R.P.E. qui appelaient la paysannerie à ne pas s'organiser en association sous prétexte que "les associations paysannes étaient les instruments du fascisme" (!). Aujourd'hui cette même droite a changé de cheval de bataille et utilise à ses fins les intellectuels opportunistes de droite. Pour dévoiler le glissement et la trahison des opportunistes de droite, il est intéressant de rappeler brièvement les victoires remportées sur les opportunistes de "gauche" dans le débat sur la question de la démocratie.

En apportant un "soutien critique" au DEURG, les révolu-

tionnaires se sont démarqués des opportunistes de droite et de gauche. Dans la position qu'ils ont adoptée, la question de la démocratie occupait une place centrale. Lorsque le DEURG a pris des mesures progressistes, les forces révolutionnaires les ont soutenues malgré les attaques des opportunistes de "gauche". Conscients que ces mesures ne pouvaient être appliquées que par les larges masses, les révolutionnaires ont lutté pour arracher les libertés démocratiques afin de créer une situation favorable à la mise en application des mesures progressistes. Sans chercher à "tirer leur épingle du jeu", ils ont condamné fermement chaque position anti-démocratique du DEURG. En un mot, les progressistes authentiques ont mené une lutte de longue haleine, sans jamais fléchir, pour les droits démocratiques des larges masses.

Déjà sous le gouvernement ENDALKATCHEW (1974) les revendications démocratiques des masses étaient soutenues par l'ensemble des progressistes. Aussi, la réaction, ne pouvant s'opposer à ces revendications, cherche à semer la confusion sur la question de savoir "à qui ?" et "pourquoi ?" devrait-on proclamer les libertés démocratiques.

C'est de cette époque que datent les articles parus sur le "forum révolutionnaire" du journal officiel "Addis-Zemen" où les "idéologues" du P.R.P.E. exigeaient la reconnaissance des libertés démocratiques pour tout citoyen éthiopien. Les révolutionnaires avaient vigoureusement attaqué cette approche bourgeoise de la démocratie en exigeant, à leur tour, la reconnaissance des libertés démocratiques pour les larges masses et uniquement les larges masses. Aussi le mot d'ordre "Démocratie pour les opprimés !" avait été largement repris.

Après avoir dénoncé le contenu du mot d'ordre "Démocratie sans restriction !" qui signifiait alors démocratie pour toutes les classes sociales, il a fallu préciser que les libertés obtenues pour les couches et classes sociales opprimées devaient être sans restriction aucune. Aussi le mot d'ordre final fut : "Démocratie pour les masses, sans restriction !". Si cette

précision à été nécessaire, c'est parce que d'ores et déjà certains éléments réactionnaires au sein du DEURG et les opportunistes de droite essayaient de faire passer leur mot d'ordre : "Démocratie pour les masses, avec restriction !".

Essayons de voir un autre aspect du débat qui fut mené à l'époque. En Décembre 1975, le DEURG lance un "socialisme" petit-bourgeois sous le label de "socialisme éthiopien" et par la même occasion annonce la création prochaine d'un "parti socialiste unique". Sur cette question, les forces révolutionnaires adoptent une position sans équivoque. Il s'agissait de s'opposer à la création d'un tel parti, bureaucratiquement imposé et de lutter pour le respect du droit d'organisation des masses. Pour le DEURG et les opportunistes de droite, la question de la démocratie était intimement liée à la création du parti unique. "Accorder" les libertés démocratiques après la création du parti unique et sous le contrôle de ce dernier, tel était le dessein du DEURG et des opportunistes de droite. C'est pour faire échouer cette politique qu'un débat fut engagé sur le thème "Démocratie, pourquoi ?". L'alternative des révolutionnaires est clairement affirmée lors de ce débat : non au parti unique, démocratie pour les masses afin qu'elles puissent s'organiser selon leurs intérêts de classe jettant ainsi les bases du Front Uni anti-féodal et anti-impérialiste.

Ce débat a permis, donc, de dénoncer les limites imposées par le parti unique et de démontrer la nécessité de la mise sur pieds du parti de la classe ouvrière, de partis démocratiques, d'organisations de masses et du Front Uni. Ainsi le mot d'ordre "Démocratie pour les masses, sans restriction !" fut victorieux.

La lutte idéologique qu'ont menée les forces révolutionnaires sur la question de la démocratie ne s'est pas arrêté à ce niveau. Après avoir perdu la bataille sur les points précédents, les éléments réactionnaires du DEURG et les opportunistes de droite se sont retranchés sur la question "Démocratie pour quand ?". Certains s'accrochent toujours à l'argument selon lequel : "Si les libertés démocratiques sont proclamées aujourd'hui

la réaction les utilisera. Par conséquent, il faut attendre que le niveau de conscience et d'organisation des masses soit suffisamment élevé et que la réaction soit suffisamment affaiblie". Cependant cet argument ne s'est pas avéré payant. Les peuples d'Ethiopie ont compris le piège qui leur était ainsi tendu. Car si pour affaiblir la réaction il faut développer le niveau de conscience et d'organisation des masses, pour effectivement élever le niveau de conscience et d'organisation des masses, la proclamation des libertés démocratiques est un impératif absolu. Les masses, ayant saisi cette réalité, ont par conséquent exigé la proclamation immédiate des libertés démocratiques.

Pour nous résumer donc, nous pouvons dire que c'est par une lutte idéologique de longue haleine que les forces révolutionnaires ont correctement riposté aux diverses tentatives des réactionnaires, des opportunistes de droite et de "gauche". Les questions touchant aux libertés démocratiques ont eu une réponse claire, précise et ferme. Ces justes positions ont été largement reprises par les masses.

Ce sont ces acquis idéologiques que certains, aujourd'hui, tentent de remettre en cause. Si nous examinons le Programme de Révolution Nationale Démocratique, plateforme commune de l'ensemble des forces progressistes, les victoires remportées par les forces révolutionnaires sur le terrain de la lutte idéologique y sont clairement inscrites. Ce programme, qui fut proclamé à la suite de la défaite idéologique des opportunistes de "gauche" et en pleine période d'offensive révolutionnaire, répond sans ambiguïté à l'ensemble des questions qui ont animé le débat. Il est clair que les tentatives des opportunistes de droite pour "relancer le débat" n'ont pour seul but que de trahir le contenu révolutionnaire du Programme. Traduisant sans équivoque la clarté idéologique qui a résulté de la victoire des forces révolutionnaires, le Programme dit que :

"... Pour ce, les tâches suivantes nécessitent une application immédiate : 1/ La révolution ne peut aller

de l'avant que si les masses populaires sont conscientes, organisées et armées. Pour ce, il doit être accordé à toutes les couches des classes opprimées la possibilité de s'éduquer, d'éduquer, d'organiser et de s'organiser. Il est donc impératif d'accorder les droits démocratiques sans restriction pour toutes les forces anti-féodale, anti-impérialiste et anti-capitaliste bureaucratique. Les libertés de parole, de presse, de réunion, de manifestation, d'organiser et de s'organiser leur doivent être immédiatement reconnues dans les faits."

Dans le but de traduire cette victoire dans les faits le "Secrétariat Provisoire pour l'organisation des masses" (POMOA) a immédiatement rédigé un projet de loi reconnaissant "les libertés démocratiques pour les masses, sans restriction". Sous la pression des éléments droitiers de la clique BANTE/ALEMAYEHU, ce projet de loi fut rejeté par le DEURG. Rappelons qu'au lendemain de l'écrasement de cette clique, le chef d'état actuel ainsi que "l'Union des Organisations Marxistes-Léninistes" avaient souligné l'importance de la proclamation de projet de loi.

Bref, avant le revirement des opportunistes de droite, toujours aux avant-postes quand il s'agit de trahir la révolution et plus particulièrement en période d'offensive contre-révolutionnaire, la question des libertés démocratiques était correctement posée et ceci à la suite d'une âpre lutte idéologique. Aujourd'hui la situation a changé, cette victoire idéologique acquise au prix d'une lutte opiniâtre risque d'être remise en cause.

Nous nous limiterons ici à dévoiler les tentatives des opportunistes de droite pour revenir sur cet acquis. Nous analyserons un texte paru dans la revue "l'Ethiopie Révolutionnaire" n°33, organe du "Secrétariat Provisoire pour l'organisation des masses" (POMOA) aujourd'hui contrôlé par les opportunistes de droite.

Dans ce numéro de "l'Ethiopie Révolutionnaire" un "lecteur" demande des explications à propos des slogans parus lors de la manifestation du 12 Septembre ("Proclamation immédiate des libertés démocratiques pour les masses, sans restriction", "Libertés démocratiques pour les masses", "Les masses arracheront les libertés démocratiques par la lutte"). Les rédacteurs de la revue répondent : "Sur la question des libertés démocratiques, il existe à l'heure actuelle trois positions distinctes". Les trois positions sont, selon eux, synthétisées dans les trois slogans relevés dans la "question" du "lecteur". Plus loin, les rédacteurs appellent la population à suivre les débats qui paraîtront prochainement dans les colonnes des journaux afin de pouvoir adopter la "juste" position.

La question que nous posons à ces gens-là est la suivante : avez-vous déjà oublié le grand débat au sujet des libertés démocratiques et qui a profondément marqué la lutte entre les deux lignes contre les opportunistes du P.R.P.E. ? Pensez-vous que les masses ont déjà oublié les acquis idéologiques remportés dans cette lutte ? Quant à nous, nous n'avons aucune raison de répondre favorablement à l'invitation des opportunistes de droite pour "redébattre" de la question sur les colonnes des journaux. Nous nous en tenons fermement au Programme de Révolution Nationale Démocratique et au projet de loi qui tranche la question d'une manière effectivement révolutionnaire. Ceci dit, nous ne laisserons pas les opportunistes semer la confusion sur les acquis idéologiques des masses. Fidèles au Programme de Révolution Nationale Démocratique, accepté et reconnu par les masses, nous dénoncerons toute déviation et tentative confusionniste.

Les opportunistes de droite prétendent qu'il existe aujourd'hui "trois positions distinctes". Or, en fait, il n'en existe que deux : celle qui reste fidèle au Programme de Révolution Nationale Démocratique et celle qui s'en éloigne.

Si l' "Organisation Marxiste-Léniniste Révolutionnaire" (MALERID) a rompu les liens privilégiés qu'elle avait avec ME' ISONE, c'est parce que sa direction est revenue sur la nécessité

de lutter pour la proclamation immédiate des libertés démocratiques. La "Ligue Prolétarienne" est à l'avant garde de ceux qui, aujourd'hui, remettent en cause la nécessité de lutter pour la proclamation des libertés démocratiques sans restriction pour les masses. Selon eux, le "sans restriction" est ambigu et par conséquent il faut revenir sur les débats clos depuis déjà un an et demi. Il faut aussi revenir sur le contenu du Programme de RND qui lui précise que les libertés démocratiques doivent être reconnues sans restriction pour les masses. La "Ligue Prolétarienne" préfère le mot d'ordre "Libertés démocratiques pour les masses !". Or la question est de savoir pourquoi veut-on retirer le "sans restriction" quand il s'agit des libertés démocratiques ? N'est-ce pas pour avancer, en dernière analyse, le mot d'ordre "Démocratie restreinte pour les larges masses" ? Ce même slogan a été avancé à l'époque où le DEURG refusait de reconnaître le droit des masses à s'organiser librement, à l'époque où le régime envisageait de mettre sur pied un "parti socialiste unique" qui contrôlerait l'application des libertés démocratiques. Les desseins de la "Ligue Prolétarienne" sont donc clairs : il s'agit de remettre en question le droit des masses à s'organiser librement, de restreindre les libertés démocratiques en imposant le contrôle de ces droits par un parti unique. D'ailleurs ils l'ont clairement affirmé dans leur organe central puisque selon eux : "Avant la proclamation des libertés démocratiques, il faut mettre sur pieds le parti de la classe ouvrière". Lorsque les dirigeants de la "Ligue Prolétarienne" s'opposent au mot d'ordre des révolutionnaires et affirment que les libertés démocratiques doivent être proclamées après la mise sur pieds du "parti de la classe ouvrière" et sous le strict contrôle de ce dernier, la divergence qui les oppose aux forces révolutionnaires ne porte plus sur la question de savoir si les libertés démocratiques doivent être proclamées "immédiatement ou plus tard". Il s'agit d'un choix entre, d'une part, la mise sur pieds d'un parti prolétarien authentique et d'un front uni anti-féodal et anti-impérialiste regroupant les partis et organisations de masses réellement représentatifs sous la direction du parti du prolétariat et, d'autre part, la mise sur pieds d'un soi-disant "parti de la classe ouvrière" formé par quelques opportunistes et bureaucrates notoires qui transformerait inévi-

tablement les organisations de masses en appendice de la bureaucratie.

Le mot d'ordre "Libertés démocratiques pour les masses, sans restrictions et dans l'immédiat !" est un mot d'ordre révolutionnaire qui trace des perspectives claires. Le mot d'ordre des dirigeants de la "Ligue Proletarienne", "Démocratie restreinte pour les masses !" en accord avec leur "conception" sur la question de l'organisation, est un mot d'ordre qui assurera inévitablement la victoire d'une poignée de réactionnaires ainsi que la suprématie de la bureaucratie sur les larges masses. Leur parti ne peut être que l'expression de la fusion organisationnelle de la bureaucratie et de la petite-bourgeoisie traîtresse.

Cependant il reste assez significatif que ceux qui aujourd'hui sont accusés d'avoir "fui la révolution" sont ceux qui sont restés fidèles au mot d'ordre : "Démocratie pour les masses, sans restrictions et dans l'immédiat !". Or, si nos souvenirs sont bons, au lendemain de l'écrasement de la clique TEFERI BANTE/ALEMAYEHU accusés d'avoir retardé la proclamation des libertés démocratiques, les opportunistes d'aujourd'hui étaient curieusement à "l'avant-garde" de la lutte pour la démocratie. Dans la déclaration commune des cinq organisations marxistes-léninistes eux aussi "étaient passés à l'offensive" aux côtés des masses. En Février 1977, les larges masses faisaient reigner la terreur rouge. Les réactionnaires étaient harcelés de partout. Durant cette période, les opportunistes, fidèles à eux-mêmes, ont crié le plus fort. Ils ont déclaré partout que "les libertés démocratiques sont plus que jamais nécessaires pour décimier la réaction". Ils ont appelé à une répression accrue vis-à-vis des réactionnaires. Dans la déclaration des organisations marxistes-léninistes ils étaient unanimement favorables à "la lutte pour la proclamation des libertés démocratiques". Toutefois, cette "unanimité" n'a vécu que le temps de l'offensive révolutionnaire.

Lorsque le mouvement révolutionnaire est passé à la défensive et qu'on assistait à une remise en cause des conquêtes

révolutionnaires, l'ardeur des opportunistes s'est calmée. Encore une fois fidèles à eux-mêmes, ils ont progressivement abandonné leurs revendications pour se ranger du côté de l'ennemi. Ils ont clairement montré qu'ils étaient incapables d'affronter un ennemi plus fort, qu'ils avaient tendance à se ranger du côté de celui qui a le rapport de force en sa faveur sans se soucier de sa nature. Alors que la réaction a pris le dessus sur tous les plans : accentuation de la répression, réintégration de bureaucrates aux postes-clés, libération des prisonniers politiques réactionnaires, etc... les opportunistes, pour justifier leur collaboration, affirment que la réaction est décimée et que les libertés démocratiques, qu'ils exigeaient eux-mêmes, sont aujourd'hui respectées. Aussi le mot d'ordre "Libertés démocratiques pour les masses, sans restriction et dans l'immédiat !" est, pour eux, un mot d'ordre qui n'a pas sa raison d'être.

En effet, pour voiler leur trahison, les opportunistes doivent choisir entre un mensonge et un non-sens. Soit affirmer que la contre-révolution est totalement décimée, soit alors soutenir la thèse selon laquelle les libertés démocratiques ne sont pas nécessaires malgré l'offensive de la réaction. Quelques soient leurs acrobaties, la situation concrète en Ethiopie leur apporte un démenti formel. Par conséquent, le véritable choix qui se présente à eux est le suivant : soit ils reviennent sur les positions justes, soit ils maintiennent leurs positions pour être rejetés par les masses dans les poubelles de l'histoire.

Quant aux forces révolutionnaires, leur choix est fait : aller de l'avant avec le Programme de Révolution Nationale Démocratique, dénoncer sans relâche toute déviation opportuniste et affronter résolument la réaction.

Sur la question des libertés démocratiques, les forces révolutionnaires brandissent le mot d'ordre : "libertés démocratiques pour les masses, sans restrictions et dans l'immédiat !" et luttent pour la proclamation du projet de loi rédigé par le "Secrétariat Provisoire pour l'organisation des masses" (POMOA)

de l'époque. Nous exigeons la libération de tous nos camarades emprisonnés sous l'instigation de la bureaucratie et nous lutterons pour réduire à néant la pression de la vieille bureaucratie de Haile Sellassie sur les organisations de masses afin de renforcer les structures populaires partout où elles se trouvent. Enfin, les forces révolutionnaires dénoncerons systématiquement la confusion entretenue par les opportunistes de droite afin de dévoiler leur véritable nature.

La lutte engagée sera de longue haleine, mais la victoire des forces révolutionnaires authentiques et des larges masses est inéluctable.

DENONCONC LA TRAHISON DES OPPORTUNISTES AUX YEUX
DES MASSES !

EN AVANT, AVEC NOTRE PROGRAMME !

LIBERATION IMMEDIATE DES REVOLUTIONNAIRES EMPRISONNES !

A BAS L'IMPERIALISME, LE FEODALISME ET LE CAPITALISME
BUREAUCRATIQUE !

LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE DES LARGES MASSES
CONSCIENTES, ORGANISEES ET ARMEES, VAINCRA !

* * *